Sommet Connecter le monde arabe
5-7 mars 2012
Doha, Qatar

15 février 2012

Original: anglais

Innovation

Document d'information

1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Sommet *Connecter le monde arabe* offre aux dirigeants des secteurs publics et privés, ainsi qu'aux agences régionales et internationales de financement et de développement, une occasion unique de se rencontrer, d'établir des partenariats et d'amorcer de nouvelles initiatives nationales et régionales.

Lors du processus de préparation du Sommet, l'*innovation* a été identifiée comme étant l'une des quatre priorités thématiques à explorer.

Pourquoi l'innovation figure-t-elle maintenant en tête du programme d'action des parties prenantes de la région, comme ailleurs dans le monde? Les décideurs se rendent compte, de plus en plus, du rôle important que l'innovation peut jouer dans le développement national et la croissance socio-économique. En effet, alors que la tendance actuelle voit les économies du savoir et des services se développer, nos concepts de ce qui constitue la *dotation en facteurs*[1] d'un pays évoluent rapidement. De plus en plus, dans une économie en pleine mondialisation, la capacité d'un pays à innover rapidement joue un rôle majeur.

D'après un rapport aux ministres sur la stratégie de l'OCDE pour l'innovation, publié en 2010[2]:

> *"L'innovation est […] essentielle pour permettre aux pays et aux entreprises de sortir de la récession et de prospérer dans une économie mondiale aujourd'hui fortement concurrentielle et réticulaire. L'innovation est un puissant moteur de développement, qui peut être mobilisé au service des enjeux [économiques et] sociaux […]. C'est également sur l'innovation que doivent miser les économies avancées et les pays émergents pour créer de l'emploi et stimuler la croissance de la productivité par la création, l'application et la diffusion de savoirs."*

---

[1] En économie, la *dotation en facteurs* d'un pays désigne communément la quantité de terres, de travail, de capital et d'esprit d'entreprise qu'un pays possède et peut exploiter pour assurer sa production.

[2] Rapport aux Ministres sur la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation, disponible sur: http://www.oecd.org/dataoecd/51/14/45329799.pdf.

Si le rôle de l'innovation dans la croissance socio-économique est largement reconnu, l'importance de la relation entre l'innovation et l'accès généralisé des populations aux technologies de l'information et des communications (TIC) et au large bande l'est moins. Le rapport aux ministres cité ci-avant reprend les conclusions de la Commission Le large bande au service du développement numérique[3], entre autres études similaires:

> *"Aujourd'hui, les réseaux de communication à haut débit favorisent l'innovation dans l'ensemble de l'économie, comme l'électricité et les réseaux de transport l'ont fait dans le passé. Les gouvernements devraient promouvoir les technologies de l'information et des communications (TIC) en tant que plates-formes génériques pour l'innovation et le partage des connaissances en confirmant la nature ouverte, libre, décentralisée et dynamique de l'Internet."*

Qu'est-ce que l'innovation? La manière dont les décideurs peuvent exercer une influence positive sur l'innovation, au niveau national, régional ou mondial, reste quelque peu difficile à comprendre. Il n'est pas facile de définir des interventions politiques bénéfiques car nos concepts de *ce qu'est l'innovation* et de *la manière dont elle peut être mesurée* continuent d'évoluer.

Par exemple, les auteurs de l'Indice mondial de l'innovation de l'INSEAD (abordé ci-après) considèrent que l'évolution de ce qu'est l'innovation se reflète dans les versions successives du *Manuel d'Oslo*, qui fournit des principes directeurs aux statisticiens essayant de la mesurer[4]. En 1992 et 1997, le *Manuel* s'attachait exclusivement aux innovations technologiques, qui ne concernaient alors que les produits et les procédés. En 1997, il a cessé de ne prendre en compte que la production pour s'intéresser également aux services. En 2005, le qualificatif "technologique" qui était appliqué à l'innovation a été supprimé, l'innovation relative aux méthodes a été ajoutée et, pour la première fois, l'innovation dans le secteur public a été mentionnée comme étant un champ d'étude à approfondir. Ce dernier point a été renforcé en 2010, dans le *Rapport aux Ministres sur la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation*, où il est suggéré que les statisticiens devraient essayer de mesurer l'innovation dans le secteur public et l'innovation au service d'objectifs sociaux (communément appelée "innovation sociale"[5]). Cette évolution suggère que les concepts que nous avons de l'innovation vont probablement continuer d'évoluer dans les prochaines années.

Aux fins du présent document d'information, nous adopterons la définition actuelle de l'innovation énoncée dans le *Manuel d'Oslo*[6]:

> *"Une innovation est la mise en œuvre d'un produit (bien ou service) ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures."*

L'innovation peut-elle être mesurée?

La tentative la plus détaillée de mesurer l'innovation à l'échelle macro-nationale est probablement l'Indice mondial de l'innovation de l'INSEAD, publié pour la dernière fois en 2011, qui établit un classement par comparaison entre 125 économies[7].

L'Indice mondial de l'innovation se fonde sur 80 indicateurs pour établir un classement complexe par pays. Sans entrer dans le détail de la méthodologie employée, qui ne relève pas du sujet du présent document, il convient de noter que l'Indice est calculé à partir de cinq grands axes relatifs aux moyens mis en œuvre, qui comprennent des éléments des économies nationales favorisant les activités innovantes: 1) les

---

[3] http://www.broadbandcommission.org/ (en anglais).

[4] http://www.oecd.org/document/33/0,3746,fr_2649_34273_35870369_1_1_1_1,00.html.

[5] http://en.wikipedia.org/wiki/Social_innovation (en anglais).

[6] OCDE, Eurostat (2005), *Manuel d'Oslo: Principes directeurs proposés pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation*, 2005, Paris, OCDE, disponible sur http://www.oecd.org/document/33/0,3746,fr_2649_34273_35870369_1_1_1_1,00.html.

[7] Voir http://www.globalinnovationindex.org/gii/ (en anglais).

institutions; 2) le capital humain et la recherche; 3) les infrastructures; 4) le perfectionnement des marchés; 5) le perfectionnement des entreprises. L'Indice s'appuie également sur deux grands axes relatifs aux résultats, qui regroupent les preuves des résultats en matière d'innovation: 6) les résultats scientifiques; et 7) les résultats créatifs. Chaque grand axe comporte à son tour des subdivisions composées d'indicateurs individuels. L'axe des infrastructures, relatif aux résultats, comprend, par exemple, un sous-indice qui reprend les données relatives à l'accès aux TIC et à leur utilisation fournies par l'indice de développement des TIC (IDI)[8], calculé par l'UIT.

De manière générale, il convient de remarquer que la manière de mesurer l'innovation et, plus particulièrement, ses répercussions, n'est pas encore déterminée de manière définitive et que, en fonction de la méthodologie statistique utilisée, le classement des pays peut varier selon les autres méthodes de mesure de l'innovation comme, par exemple, l'indice international de l'innovation de *BCG/NAM* [9], le tableau de bord de l'Union pour la recherche et l'innovation[10], l'indice mondial de l'innovation de *the Economist Intelligence Unit* [11], l'indice du *Innovation for Development Report*[12] et l'indice du Rapport global sur la compétitivité[13] du Forum économique mondial.

Cela semble indiquer que, pour favoriser la prise de décisions reposant sur des données probantes et la responsabilité politique, la mesure des capacités d'innovation au niveau national et à l'échelle de la région des Etats arabes, ainsi que des mesures comparatives au niveau régional dans les Etats arabes, compte tenu des spécificités nationales, doivent figurer au centre des préoccupations en matière d'innovation.

2. OBJECTIFS DU PRÉSENT DOCUMENT

En réunissant les principaux acteurs mondiaux et régionaux du secteur, le Sommet Connecter le monde arabe peut:

- faire connaître le rôle que joue l'innovation au service de la croissance socio-économique des Etats arabes, en particulier dans le secteur des TIC;
- contribuer au développement de stratégies nationales et régionales et établir des priorités, des objectifs et des buts en vue de promouvoir et d'encourager l'innovation dans les Etats arabes;
- identifier les principales parties prenantes et mobiliser les ressources humaines, financières et techniques nécessaires pour soutenir le renforcement des capacités d'innovation dans les Etats arabes;
- fédérer les initiatives politiques et économiques qui contribuent à la création d'un environnement propice à l'innovation dans les Etats arabes.

L'objectif du présent document consiste à examiner les concepts récents de l'innovation et à déterminer ce que pourraient faire les parties prenantes du monde arabe pour l'encourager davantage. L'Annexe A présente également des initiatives nationales et des cas de réussite spécifiques favorisant l'innovation dans le monde arabe.

Plus précisément, le présent document propose des possibilités d'interventions politiques qui contribueraient, sans conteste, à renforcer l'innovation aux niveaux national et régional.

---

8 http://www.itu.int/ITU-D/ict/ (en anglais).

9 http://www.bcg.com (en anglais).

10 http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/facts-figures-analysis/innovation-scoreboard/index_en.htm (en anglais).

11 http://www.eiu.com (en anglais).

12 http://www.innovationfordevelopmentreport.org (en anglais).

13 http://www.weforum.org/issues/global-competitiveness.

3. RÉSUMÉ DE LA SITUATION ACTUELLE

Sur les 22 Etats arabes officiellement représentés au Sommet Connecter le monde arabe, quinze figurent parmi les 125 pays du classement de l'Indice mondial de l'innovation de l'INSEAD, cinq d'entre eux étant dans les cinquante premiers: le Qatar (26ème), les Emirats arabes unis (34ème), la Jordanie (41ème), Bahreïn (46ème) et le Liban (49ème). Le Koweït se place ensuite 52ème, l'Arabie saoudite 54ème, Oman 57ème, la Tunisie 66ème, l'Egypte 87ème, le Maroc 94ème, la République arabe syrienne 115ème, le Yémen 123ème, le Soudan 124ème et l'Algérie 125ème. Les données disponibles pour les Comores, Djibouti, l'Iraq, la Libye, la Mauritanie, la Palestine et la Somalie ne sont pas suffisantes pour les faire figurer dans ce classement.

Comme le montre leur rang suivant l'Indice mondial de l'innovation, certains Etats du monde arabe qui étaient des économies principalement pétrolières ont réalisé d'importantes mutations pour tendre davantage à être des sociétés du savoir innovantes et économiquement diversifiées. Dans un certain nombre de pays, plusieurs initiatives ont contribué pour beaucoup à renforcer les capacités nationales en matière d'innovation: initiatives de réformes de l'enseignement, création d'universités et d'instituts de recherche, soutien aux entrepreneurs et aux pépinières d'entreprises et mise en place d'infrastructures sophistiquées des TIC, notamment. Les changements les plus manifestes ont eu lieu dans la région du Golfe, où des ressources considérables ont été libérées pour mettre en œuvre des initiatives en matière de renforcement des connaissances et d'innovation dans des délais plus brefs.

L'essor des sociétés du savoir dans le monde arabe a été étudié avec perspicacité dans le rapport 2009 sur la connaissance dans le monde arabe (*Arab Knowledge Report 2009 – Towards Productive Intercommunication for Knowledge*)[14], produit par la fondation Mohammed bin Rashid Al Maktoum et le Bureau régional pour les pays arabes du Programme des Nations Unies pour le développement. Ecrit par une centaine de chercheurs et de spécialistes du monde arabe, le rapport:

> *"a pour objectif de constituer et d'étoffer un corpus de connaissances très complet, par la création d'une génération de futurs dirigeants des secteurs public et privé capables de s'emparer fermement du savoir et de l'appliquer pour surmonter les obstacles qui s'opposent au développement dans leur société, tout en permettant d'améliorer le niveau de la recherche et du développement dans le milieu universitaire, de stimuler l'initiative des entreprises, d'encourager l'innovation et la création auprès de la jeunesse, de redynamiser le concept de «culture de la production» et de renforcer les manières de rapprocher différentes cultures."*

Le rapport identifie un ensemble de grands axes considérés comme essentiels pour renforcer les sociétés du savoir dans le monde arabe: l'éducation, les technologies de l'information et de la communication (TIC), le soutien à la recherche et à l'innovation scientifique et les institutions facilitatrices.

Néanmoins, il convient de remarquer que, dans la situation actuelle du monde arabe, les initiatives régionales ou sous-régionales pour renforcer l'innovation dans le domaine des TIC font réellement défaut, ce qui aura probablement des conséquences sur toute approche régionale ayant pour but d'identifier les enjeux et les perspectives du monde arabe.

4. ENJEUX ET PERSPECTIVES

L'un des principaux enjeux consiste à identifier certains des grands axes de l'approche globale d'un ordre du jour en matière d'innovation qui pourrait être applicable dans tout le monde arabe, tout en répondant aux spécificités nationales ou régionales. Le défi suivant consistera à définir des buts et des objectifs spécifiques qui correspondent à des résultats pratiques et concrets du Sommet et qui font amplement progresser un ordre du jour en matière d'innovation au niveau national et régional.

---

[14] http://www.mbrfoundation.ae/English/pages/AKR2009.aspx (en anglais) [traduction libre].

L'un des cadres de référence pouvant être envisagé, la *Stratégie de l'OCDE pour l'innovation*, suggère une approche stratégique et généralisée de l'innovation par les gouvernements, organisée autour de plusieurs axes[15]. Après avoir été adaptés pour le Sommet, ces axes sont résumés puis explicités ci-après:

- donner aux personnes le pouvoir d'innover;
- susciter l'innovation dans les entreprises;
- créer et appliquer des connaissances;
- mettre en œuvre l'innovation pour relever des défis sociaux et mondiaux;
- améliorer la conduite et l'évaluation des politiques en faveur de l'innovation;
- promouvoir la coopération et les partenariats régionaux et internationaux entre les Etats arabes.

Donner aux personnes le pouvoir d'innover

- Les systèmes d'enseignement et de formation devraient fournir aux personnes les bases de l'apprentissage et du perfectionnement d'une vaste gamme de savoir-faire nécessaires à l'innovation sous toutes ses formes, avec la flexibilité permettant d'améliorer ces savoir-faire et de s'adapter aux fluctuations des conditions du marché. Pour encourager l'innovation sur le lieu de travail, veiller à ce que les politiques en matière d'emploi facilitent les changements rationnels d'organisation.
- Permettre aux consommateurs de participer activement au processus d'innovation.
- Encourager l'esprit d'entreprise en inculquant les compétences et les attitudes favorisant l'esprit créatif.

Susciter l'innovation

- Veiller à ce que les conditions d'ensemble soient satisfaisantes, favorisent la compétition et l'innovation et se renforcent les unes les autres.
- Mobiliser des fonds privés pour l'innovation en encourageant les marchés financiers porteurs et en facilitant l'accès au financement des nouvelles entreprises, en particulier lors des étapes initiales de l'innovation. Encourager la diffusion de bonnes pratiques dans le cadre de la communication des informations relatives aux investissements immatériels et développer des approches respectueuses des marchés pour soutenir l'innovation.
- Encourager les opérations d'open market, un secteur privé compétitif et dynamique et une culture de la prise de risques saine et de l'activité créative. Encourager l'innovation dans les petites et moyennes entreprises, notamment dans les plus récentes.

Créer et appliquer des connaissances

- Apporter des investissements suffisants à un système de recherche public efficace et améliorer la gouvernance des institutions de recherche. Veiller à la cohérence entre les différents niveaux des sources de financement de la recherche-développement.
- Garantir l'existence d'infrastructures modernes et fiables du savoir, qui soutiennent l'innovation, et celle de cadres réglementaires qui contribuent à l'accès libre aux réseaux et à la concurrence sur le marché. Créer une politique adéquate et un environnement réglementaire permettant le développement responsable de technologies et leur convergence.
- Favoriser les flux efficaces de connaissances et encourager le développement de réseaux et de marchés facilitant leur création, leur circulation et leur diffusion, ainsi que celui d'un système efficace de droits de propriété intellectuelle.
- Promouvoir l'innovation à tous les niveaux de gouvernement du secteur public pour perfectionner la prestation de services publics, améliorer leur efficacité, leur portée et leur équité et créer des externalités positives dans le reste de l'économie.

---

[15] Voir Note 3.

Mettre en œuvre l'innovation pour relever des défis sociaux et mondiaux

- Instaurer une politique fiable apportant une flexibilité et des mesures d'incitation pour relever les défis mondiaux à travers l'innovation dans les pays développés et dans les pays en développement, et encourageant l'invention et l'adoption de technologies rentables.
- Stimuler l'innovation comme instrument de développement; renforcer ses bases dans les pays à faible revenu, notamment un accès abordable aux technologies modernes.
- Encourager l'esprit d'entreprise dans tous les secteurs de l'économie et permettre aux entrepreneurs d'expérimenter des activités économiques créatives, notamment autour de l'agriculture, d'investir dans leur direction et de les développer.

Améliorer la conduite et l'évaluation des politiques en faveur de l'innovation

- Veiller à la cohérence des politiques en plaçant l'innovation au centre de la politique des gouvernements et en faisant preuve d'une volonté ferme en sa matière aux plus hauts niveaux politiques.
- Promouvoir la prise de décisions fondée sur des éléments avérés et la responsabilité politique en reconnaissant le rôle central de l'évaluation dans l'ordre du jour en matière d'innovation.
- Permettre aux acteurs locaux et régionaux d'encourager l'innovation tout en veillant à la coordination entre les régions et avec les initiatives nationales.

Promouvoir la coopération et les partenariats régionaux et internationaux entre les Etats arabes

- Améliorer la coopération scientifique et technologique et le transfert de technologie au niveau international, notamment par l'instauration de mécanismes internationaux de financement de l'innovation et de partage des coûts.
- Développer la coopération et les partenariats entre pays développés et pays en développement pour encourager l'innovation, la créativité et l'adoption de technologies rentables.
- Instaurer des mécanismes efficaces et rationnels pour accompagner un ordre du jour en matière d'innovation dans tout le monde arabe, notamment pour favoriser l'échange d'expériences et d'exemples de réussite.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

Chaque année, les gouvernements dépensent des milliards de dollars en recherche et développement, dans des domaines tels que la technologie, l'éducation et la défense. Pourtant, comble du sort, ils investissent généralement très peu en eux-mêmes et en la manière dont ils résolvent les problèmes socio-économiques complexes. L'adoption d'un ordre du jour en matière d'innovation offre de nouvelles occasions de travailler en dépassant les cloisonnements, d'aller au-delà des présupposés du passé, de relever des défis, de définir des opportunités et d'organiser leur mise en œuvre.

Les exemples de réussite actuelle dans le monde arabe et les grands axes abordés ci-avant démontrent clairement que *l'innovation n'arrive pas seule*. Au contraire, certains des grands axes qui soutiennent un ordre du jour national et régional en matière d'innovation se recoupent clairement. En d'autres termes, l'innovation surgit au croisement d'une série d'initiatives en interaction les unes avec les autres, surgissant dans de multiples secteurs et menées par un vaste groupe d'acteurs, notamment des gouvernements, des institutions, des entreprises et, de plus en plus, des utilisateurs des TIC. Par conséquent, les interventions politiques nationales en matière d'innovation exigent une *approche cohérente*.

Toute approche cohérente des politiques doit nécessairement traiter l'innovation comme un élément central des programmes nationaux de développement, ce qui n'est pas exempt de difficultés. La coordination entre plusieurs organes parties prenantes de différentes interventions politiques en matière d'innovation qui recoupent d'autres objectifs politiques nationaux (et entrent parfois en conflit avec eux) peut être problématique, voire très difficile, et entraîne inévitablement une série de coûts liés aux transactions et la coordination. Néanmoins, la mise en place de la structure nationale appropriée de gouvernance de

l'innovation fournit un instrument important de sensibilisation à son rôle et à sa pertinence et peut rassembler les parties prenantes concernées. Une structure appropriée de gestion de l'innovation peut notamment constituer une plate-forme qui renforce la compréhension, au niveau national, de la nécessité de dresser des passerelles entre des initiatives jusqu'alors cloisonnées (par exemple, en révélant l'importance de créer des initiatives transversales dans le domaine de l'enseignement et de mettre en rapport les universités et les initiatives de recherche et développement, d'une part, et l'industrie et les entreprises, d'autre part).

Dans le cadre de cette approche, il convient de reconnaître qu'un important axe sous-jacent de l'innovation est un solide environnement des TIC, notamment un accès généralisé aux réseaux de large bande. Une telle caractéristique est primordiale, car il est reconnu que les réseaux de communication à haut débit sont des plates-formes pour l'innovation dans tous les secteurs de l'économie, comme le réseau électrique et le réseau de transport l'étaient auparavant.

Bien que de nombreuses parties prenantes soient impliquées dans les processus nationaux en matière d'innovation, les entreprises restent le principal moyen permettant de convertir de nouvelles idées en emploi et en richesse nationale. Les plus récentes d'entre elles sont particulièrement importantes, car elles exploitent souvent des opportunités technologiques ou commerciales que les compagnies mieux implantées et plus conservatrices ont négligées. En somme, un environnement politique aidant à la création et à l'expansion des nouvelles entreprises joue un rôle primordial pour que l'innovation prospère.

A ce sujet, des observateurs ont suggéré que les événements politiques récents survenus dans le monde arabe, au cours desquels les TIC semblent avoir servi à la fois de plates-formes et de catalyseurs du changement, offrent peut-être de nouvelles occasions de mener à bien le lancement et le développement de technologies dans la région. En Egypte, par exemple, des initiatives telles qu'Ebda2 («commencer», en arabe), de Google, représentent les programmes d'amorçage et de parrainage dernier cri, conçus pour favoriser les initiatives animées par l'esprit d'entreprise et fondées sur les TIC dans la région des Etats arabes. De même, le nombre de *Startup Weekends*[16] pour les jeunes entrepreneurs du monde arabe, ainsi que d'autres programmes publics et privés de pépinières d'entreprises, suggèrent qu'un déferlement de vitalité nouvelle tire parti d'un secteur des TIC dynamique dans la région.

Parallèlement, un profond fossé générationnel semble toujours séparer la jeunesse spécialiste des TIC, connectée en permanence au reste du monde, et une génération plus conservatrice et toujours prudente, par respect du rôle du gouvernement (pour la création d'emplois, par exemple), du pouvoir et de la tradition. Ces tensions jaillissent invariablement entre les partisans d'une approche "rapide" et d'une approche "lente" du changement.

Alors que plusieurs Etats arabes ont déjà reconnu l'importance de renforcer des sociétés du savoir innovantes et à l'économie plus diversifiée, les occasions sont nombreuses de mettre à profit les enseignements tirés des exemples de réussite actuelle – et de reconnaître qu'il existe un ensemble de besoins et de facteurs communs à de nombreux Etats arabes.

L'un de ces facteurs est le taux actuel de chômage dans les Etats du monde arabe. Il figure parmi les plus élevés au monde et touche surtout les jeunes, qui peut représenter environ 60% de la population de la région. Un grand nombre d'entre eux sont très bien formés, mais l'absence, bien réelle, de perspectives d'emploi provoque un phénomène d'émigration et de "fuite des cerveaux" vers des environnements de travail plus dynamiques.

La Banque mondiale a avancé que la création d'environ cinquante à cent millions de nouveaux emplois était nécessaire d'ici à 2020 dans la région. Par conséquent, les changements nécessaires ne peuvent pas être progressifs. A l'inverse, il existe un besoin de réflexion innovante, de nouvelles démarches et de mesures audacieuses pour tirer parti des possibilités offertes à la fois par les jeunes, par la création d'entreprise et par l'innovation dans la région.

---

[16] http://startupweekend.org/ (en anglais)

Principes généraux

A partir de ces considérations, les principes fondamentaux suivants peuvent aider à instaurer des stratégies en matière d'innovation dans les pays du monde arabe, au niveau national comme au niveau régional:

- Les gouvernements devraient considérer l'innovation comme un élément clef des politiques publiques et assurer la cohérence des politiques en faisant preuve d'une forte volonté au plus haut niveau politique.
- Les gouvernements devraient élaborer et adopter une démarche fondée sur un vaste cadre stratégique favorable à l'innovation, qui tiendrait compte des bonnes pratiques actuelles, avec la participation de différentes parties prenantes, dont des gouvernements, des instituts de recherche et des établissements d'enseignement, des entreprises, des consommateurs et, de plus en plus souvent, des utilisateurs des TIC.
- Les gouvernements devraient promouvoir vigoureusement les TIC en tant que plates-formes polyvalentes d'innovation et de partage des connaissances en vue d'édifier des sociétés du savoir.
- Compte tenu du rôle déterminant que jouent les entreprises en traduisant des idées nouvelles en emplois et en richesse nationale, les gouvernements devraient favoriser l'instauration d'un environnement politique propice au lancement et au développement de jeunes et de nouvelles entreprises, essentielles pour stimuler l'innovation.
- Compte tenu du taux élevé de chômage dans la région et du fait qu'il touche surtout les jeunes, les gouvernements devraient envisager, en coopération avec le secteur privé et les organisations régionales arabes, de faire preuve d'innovation, d'adopter de nouvelles démarches et de prendre des mesures audacieuses pour tirer parti des possibilités offertes à la fois par les jeunes, par la création d'entreprises et par l'innovation dans la région.
- Les gouvernements, les entreprises privées et les organisations régionales arabes devraient envisager l'adoption d'approches régionales arabes pour encourager des stratégies favorisant l'innovation.
- Afin d'appuyer la prise de décisions reposant sur des faits et l'obligation de rendre compte sur le plan des politiques, il faudrait entreprendre de mesurer les capacités d'innovation à l'échelle nationale, ainsi que de procéder à des mesures comparatives au niveau régional dans les Etats arabes.

Buts et Objectifs recommandés

Buts	Objectifs
Considérer l'innovation comme une composante essentielle des politiques publiques et assurer la cohérence de ces politiques en exerçant sur cette composante un leadership fort au plus haut niveau politique. Formuler et adopter une démarche stratégique et structurée à grande échelle en faveur de l'innovation, qui tienne compte des meilleures pratiques actuelles et qui associe de multiples parties prenantes, notamment les pouvoirs publics, des établissements d'enseignement et de recherche, des entreprises, des consommateurs et, de plus en plus, des utilisateurs des technologies TIC. Soutenir les processus décisionnels qui reposent sur des informations factuelles ainsi que la responsabilisation vis-à-vis des politiques, évaluer les possibilités d'innovation au niveau national et effectuer des mesures comparatives au niveau régional dans les Etats arabes.	Intégrer l'innovation en matière de TIC dans les politiques publiques en tant que composante essentielle, en cohérence avec les programmes de développement nationaux, en apportant un soutien politique clairement exprimé et en exerçant un leadership fort au plus haut niveau politique. Veiller à ce que les responsables politiques de haut niveau s'engagent sur un programme d'innovation qui s'inscrive dans des stratégies de développement nationales et assurer la cohérence des politiques en définissant un cadre de gouvernance transsectoriel et transrégional qui établisse les rôles des différentes parties prenantes, notamment les pouvoirs publics, les établissements d'enseignement et de recherche, les entreprises, les consommateurs et les utilisateurs de technologies TIC. Encourager l'innovation dans le secteur public à tous les niveaux de gouvernance pour améliorer la mise en œuvre des services publics, l'efficacité, la desserte et l'équité, et créer des externalités positives sur l'économie tout entière. Mettre au point des méthodes robustes d'évaluation des possibilités d'innovation au niveau des pays et soutenir les mesures comparatives effectuées au niveau régional dans le monde arabe. Promouvoir une culture de l'innovation à tous les niveaux, des consommateurs aux grandes entreprises. Consigner par écrit et faire connaître les meilleures pratiques qui pourraient servir de modèles en la matière.
Promouvoir les TIC comme des plates-formes polyvalentes en faveur de l'innovation et du partage des connaissances, en vue de l'édification des sociétés du savoir	Créer les conditions politiques et réglementaires nécessaires au développement responsable des technologies et à leur convergence. Veiller à ce qu'il existe une infrastructure fiable du savoir susceptible de favoriser l'innovation, ainsi qu'un cadre réglementaire qui permette d'accéder librement aux réseaux et favorise la concurrence du marché. Lancer des initiatives nationales d'innovation dans le secteur des TIC, s'il y a lieu, avec l'aide de partenariats qui répondent aux besoins d'amélioration des prestations de service public (par exemple, administration, éducation, santé, transport, qualité de vie).

Buts	Objectifs
Promouvoir des orientations qui facilitent le démarrage et l'expansion de nouvelles et de jeunes entreprises, qui sont un vecteur essentiel d'innovation. Définir un programme de coopération entre les Etats, le secteur privé et les organisations arabes régionales, qui prévoie d'examiner des idées novatrices, de nouvelles approches et des mesures audacieuses pour tirer parti des forces combinées de la jeunesse, de l'entreprenariat et de l'innovation, dans le but de lutter contre les forts taux de chômage - essentiellement des jeunes - dans la région.	Définir une démarche cohérente de politique nationale qui favorise la création et l'expansion de nouvelles et de jeunes entreprises par le biais d'initiatives concrètes: financements de départ et subventions, pépinières et soutien d'entreprises, réduction des formalités administratives, mesures incitatives d'ordre fiscal ou autre, mise en commun d'installations, politiques pour l'emploi susceptibles de faciliter les mutations structurelles réussies, etc. Mobiliser des fonds privés pour l'innovation en encourageant les marchés financiers porteurs et en facilitant l'accès des nouvelles entreprises aux financements, en particulier pendant les premières étapes du processus d'innovation. Encourager les partenariats, la liberté des échanges commerciaux, la compétitivité et le dynamisme du secteur économique et une culture de la prise de risque mesurée et de la créativité. Assurer la prévisibilité nécessaire du contexte global à moyen et long termes de façon à encourager l'entreprenariat en général et dans le secteur des TIC en particulier.
Définir et coordonner une démarche d'innovation dans le secteur des TIC au niveau régional dans le monde arabe pour permettre aux Etats arabes de coopérer de manière efficace en vue d'une intégration régionale reposant sur les meilleures pratiques en matière de stratégie de l'innovation.	Mettre en place un mécanisme efficient et efficace de coordination régionale et de suivi pour soutenir un programme d'innovation entre les Etats arabes et faciliter la mise en commun continue des meilleures pratiques et données d'expérience. Mettre en place, au niveau régional, un "Centre arabe pour le développement de l'innovation et du savoir". Créer un portail Internet régional et développer des activités de renforcement des capacités axées sur l'innovation. Développer une coopération et des partenariats entre les Etats arabes et entre les pays développés et les pays en développement pour encourager l'innovation et la créativité ainsi que l'adoption de technologies présentant un bon rapport coût-efficacité.

****

ANNEXE A: EXEMPLES D'INITIATIVES EN MATIÈRE D'INNOVATION DANS LES ETATS ARABES

Education City, *Qatar*

Education City est une initiative de la Qatar Foundation for Education, Science and Community Development. Située à la périphérie de Doha, elle couvre 14 kilomètres carrés et abrite divers établissements d'enseignement, depuis les écoles primaires jusqu'aux instituts de recherche, ainsi que des branches de grandes universités. De prestigieuses universités (six américaines, une française et une britannique) ont déjà établi des campus à Education City.

Dubai International Academic City, *Emirats arabes unis*

Aux Emirats arabes unis, le projet de *Dubai International Academic City (DIAC)* devrait voir le jour en 2012. Ce projet de grande envergure, lancé en mai 2006, rassemblera des écoles, des collèges et des universités. D'ici à 2015, la Dubai International Academic City devrait accueillir plus de 40 000 étudiants.

Réforme de l'éducation pour l'économie du savoir (*Education Reform for Knowledge Economy, *EFRKE), Jordanie

Le projet ERFKE est un vaste projet éducatif spécifiquement axé sur l'économie du savoir. Sa deuxième phase se terminera en 2015. La Jordan Education Initiative (JEI), lancée en 2003, a été récompensée par l'UNESCO pour l'utilisation des TIC dans l'éducation. Aujourd'hui, 6 000 diplômés entrent chaque année sur le marché du travail dans le secteur des TIC.

Maadi Village *et* Smart Village, *Egypte*

L'Egypte s'attache depuis longtemps à promouvoir les TIC dans le cadre de son programme national de développement. Dès 2009, elle avait établi un Plan directeur pour les TIC. L'Agence de développement de l'industrie des TIC (ITIDA) et le Ministère des technologies de l'information et de la communication (MCIT) ont contribué à créer le Village technologique de Maadi, au sud du Caire, ainsi que le "Smart Village", dans la banlieue du Caire. Le centre d'appels de Maadi, où il est prévu de créer 40 000 emplois, devrait constituer une importante destination de délocalisation. Le "Smart Village", créé en 2003, abrite déjà plus de 120 entreprises et 28 000 employés.

Fonds pour les TIC (*ICT Fund*), Emirats arabes unis

L'une des initiatives visant à promouvoir l'innovation dans le secteur des TIC aux Emirats arabes unis est la création d'un "Fonds pour les TIC", dont l'objet est de fournir un financement et des services de conseil ciblés aux entreprises, organisations et particuliers en vue de leur donner les moyens de développer le potentiel d'innovation et de compétences du secteur des TIC dans le pays grâce à la recherche, à l'enseignement et à l'esprit d'entreprise.

Selon le site web du Fonds, celui-ci est "mû par l'ambition de faire du secteur des TIC le principal secteur au Moyen-Orient, en encourageant et en favorisant l'innovation progressive dans ce domaine".

Par le biais du Fonds pour les TIC, la Telecommunications Regulatory Authority sponsorise 56 étudiants, qui peuvent ainsi poursuivre leurs études universitaires à la Sharjah University pour les étudiants des Emirats qui se spécialisent dans les TIC.

Source: http://www.ictfund.ae

Programme d'innovation dans le domaine des TIC, Tunisie

Les principales motivations sont de promouvoir les activités de R&D et de contribuer à la création de projets à forte composante technologique, en particulier dans le cadre de l'économie numérique.

Les principaux objectifs sont de créer de nouveaux types de partenariat public-privé; de créer ou de développer des entreprises axées sur l'innovation qui incluent des activités de R&D dans le processus de développement socio-économique à moyen et à long termes, de contribuer à édifier un écosystème structuré favorable au développement des TIC, d'aider les opérateurs à optimiser leurs activités techniques et à développer de nouvelles offres commerciales en faisant appel à des solutions innovantes pour répondre aux besoins des utilisateurs (sécurité, qualité de service, ergonomie, etc.) et, enfin, à faire en sorte que l'innovation trouve sa traduction en termes d'avantage compétitif.

Technopark des communications El Ghazala (Tunisie)

Créé en 2001, ce technoparc a pour principale vocation d'offrir un environnement propice à l'organisation d'activités de haute technologie impliquant la participation d'universitaires, d'instituts de recherche et d'entreprises de développement de logiciels (le "Triangle d'or"). Les principaux résultats sont les suivants:

- création d'unités chargées de travailler sur l'innovation;
- universités publiques et une université privée;
- unités de recherche publique: un grand nombre d'unités de développement de logiciels privées;
- participation à des réseaux internationaux de coopération où l'innovation joue un rôle important.

Programme Badir pour les pépinières d'entreprises technologiques (Arabie saoudite)

Le programme BADIR pour les pépinières d'entreprises technologiques a été créé en 2006 dans le cadre de la King Abdulaziz City for Science and Technology (KACST). Il est axé sur l'appui aux débouchés technologiques et sur le développement d'un esprit d'entreprise dans ce secteur. Actuellement, le programme BADIR apporte un soutien à des pépinières d'entreprises: BADIR-ICT (technologies de l'information et de la communication), BADIR-BIO (biotechnologies) et BADIR-AMI (technologies évoluées de fabrication et de matériaux).

http://www.badir.com.sa/en/

Fondation Roi Abdulaziz et ses compagnons pour les dons et la créativité (Mawhiba), Arabie saoudite

Le programme Mawhiba vise à développer la créativité des élèves des écoles moyennes et secondaires. La fondation est indépendante, mais collabore étroitement avec toutes les écoles du Royaume pour aider les élèves doués et encourager la créativité des étudiants. Entre autres, elle organise un concours annuel auquel participent des milliers d'élèves, de tous les niveaux.

http://www.mahiba.org

King Abdulaziz City for Science and Technology (KACST)

Le programme KACST englobe l'Agence nationale pour la science de l'Arabie saoudite et les laboratoires nationaux. L'agence pour la science a pour fonction de prendre des décisions en matière scientifique et technologique, de collecter des données, de financer des activités de recherche à l'extérieur et des services tels que l'Office des brevets. L'une des principales tâches de KACST est d'encourager l'innovation dans le pays et le transfert des technologies entre les instituts de recherche et l'industrie.

http://www.kacst.edu.sa

Programmes et instituts supérieurs de recherche et d'innovation en Arabie saoudite

Plusieurs programmes encouragent dans le pays l'innovation et la créativité dans l'enseignement supérieur. En voici quelques-uns:

- Dhahran Techno Valley (http://dtv.kfupm.edu.sa/)
- Center for Research Excellence Program – KSU (http://ce.ksu.edu.sa)
- Genius & Creativity Promotion Center – KAU (http://gcpc.kau.edu.sa)